

# Droit à l'oubli: désindexation des moteurs de recherche et destruction des données

Dr. Michel Reymond  
Byrne-Sutton Bollen Kern

11 juin 2019

# Plan

I. Introduction

II. Droit communautaire

III. Droit suisse

Partie I

# **INTRODUCTION**

M.  
Costeja  
Gonzalez

Espagne

M.  
Costeja  
Gonzalez

Espagne

La  
Vanguardia

Espagne

M.  
Costeja  
Gonzalez

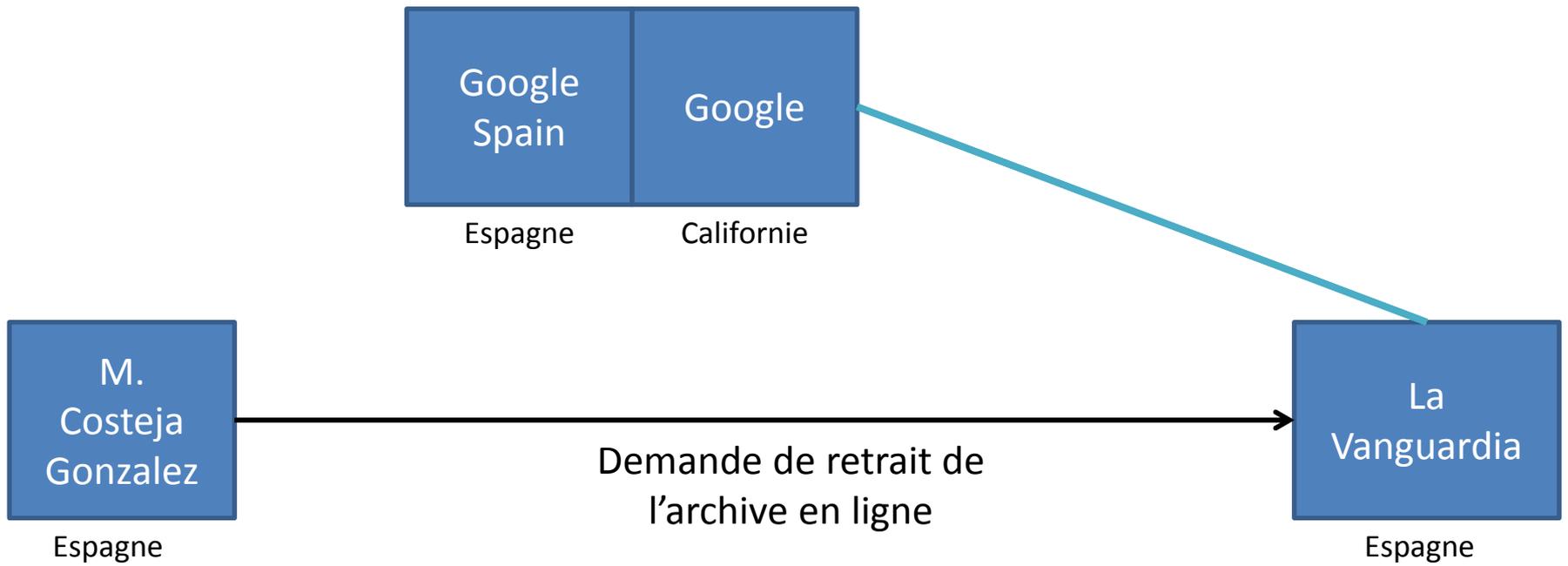
Espagne

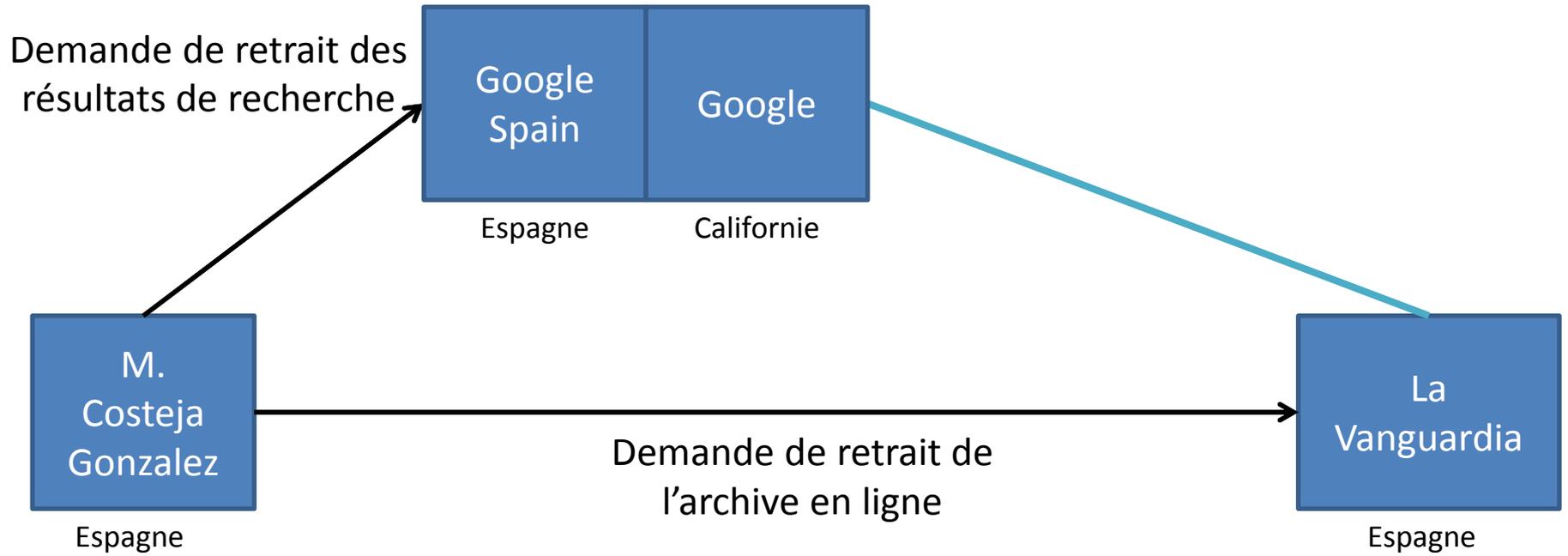


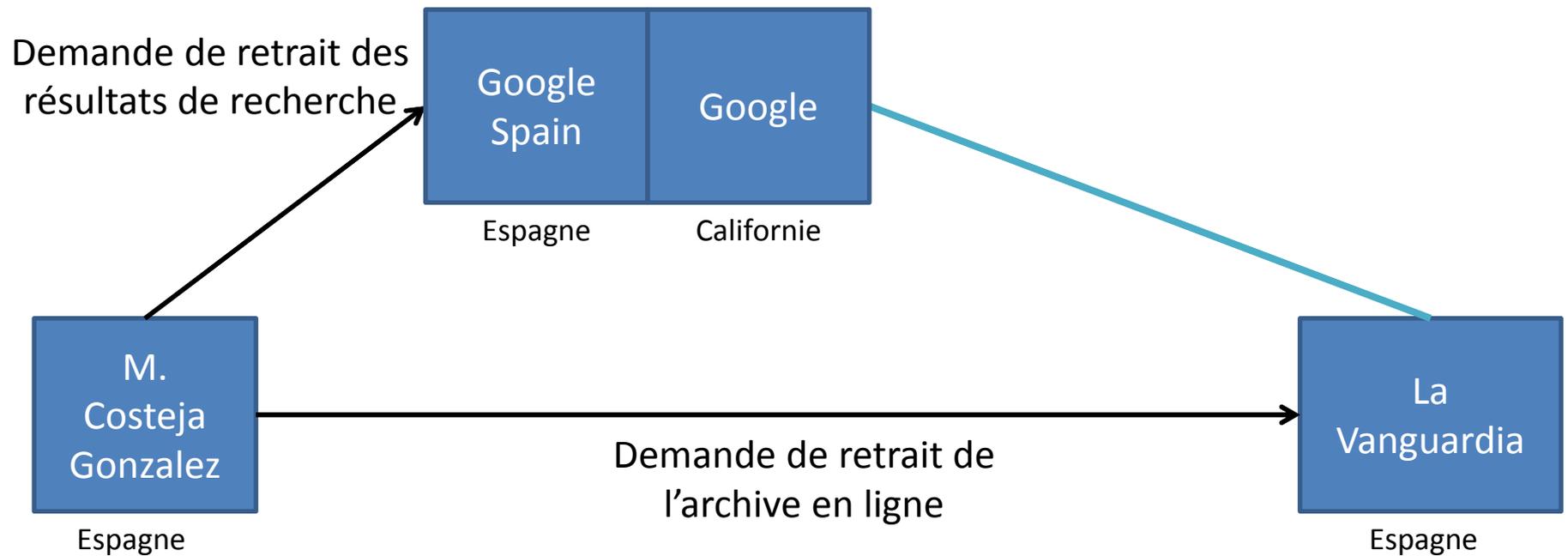
Demande de retrait de  
l'archive en ligne

La  
Vanguardia

Espagne







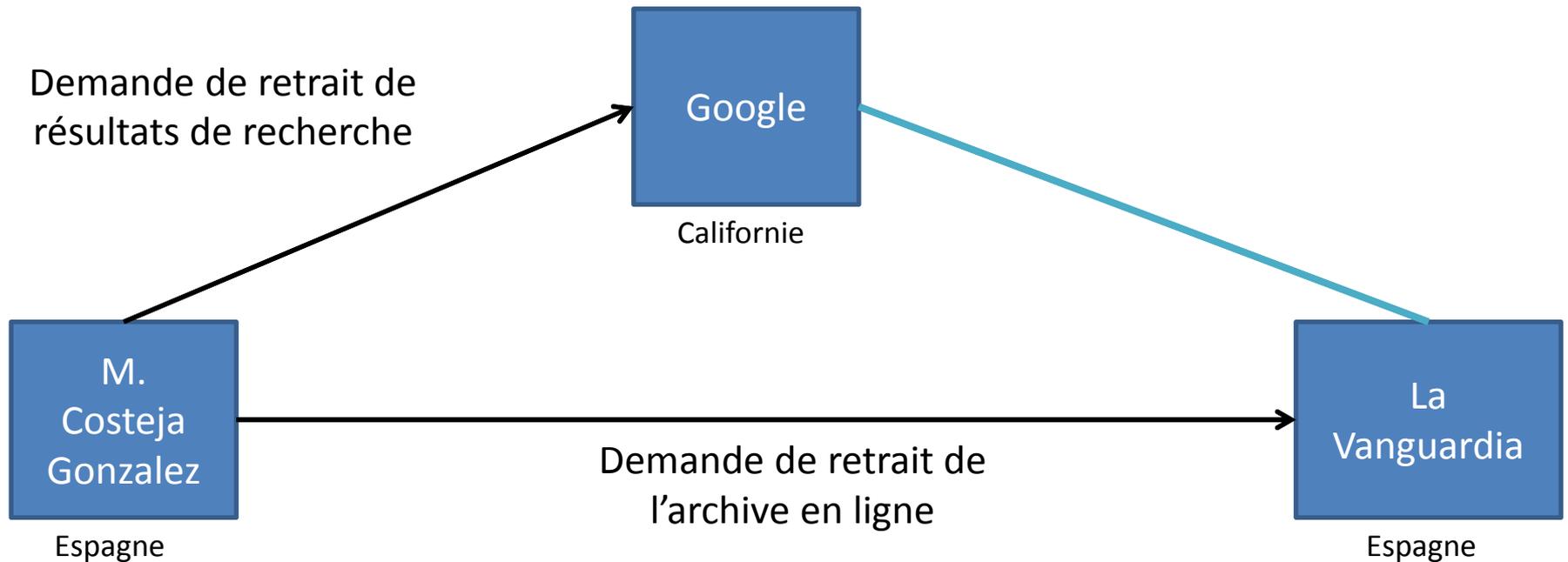
# Exercices possibles du “droit à l’oubli”

- Cessation par **Google** de l’affichage du lien en tant que résultat de recherche (*désindexation*)
  - Retrait par **Google** du lien de sa base de donnée interne (*effacement*)
- 
- Retrait par **la Vanguardia** de l’information source de son archive (*destruction*)

Partie II

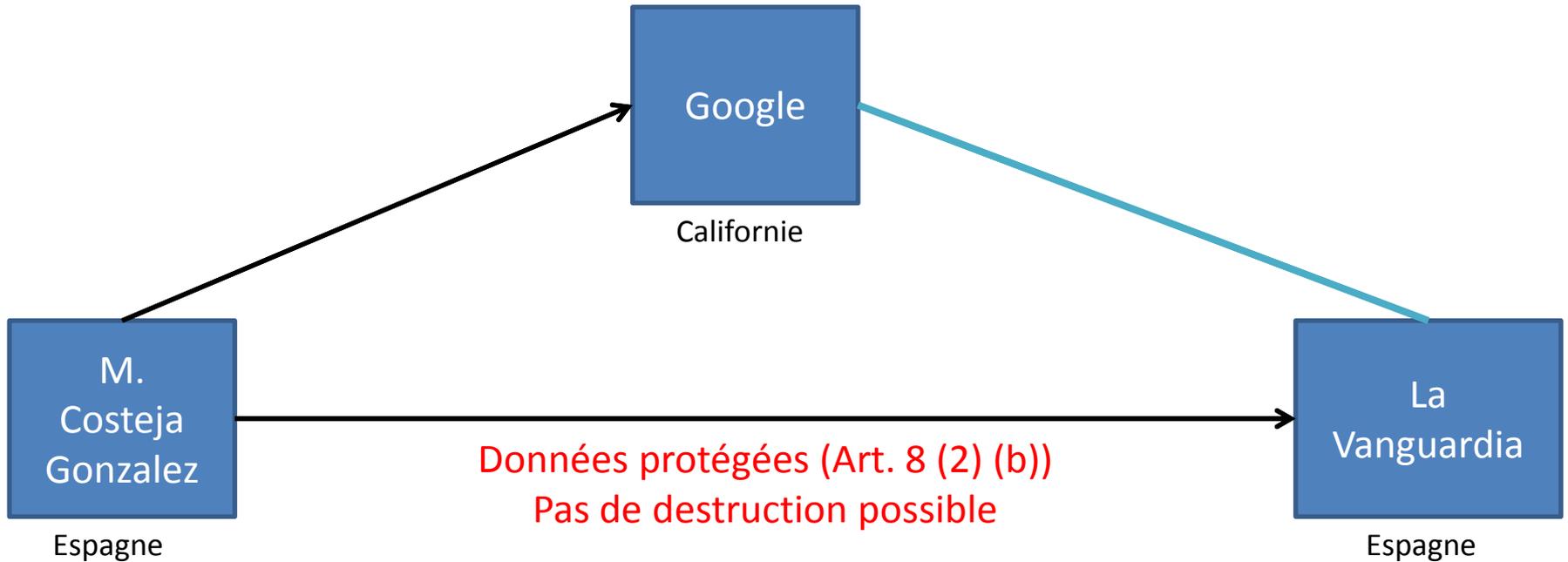
# **DROIT COMMUNAUTAIRE**

# L'arrêt *Google Spain*

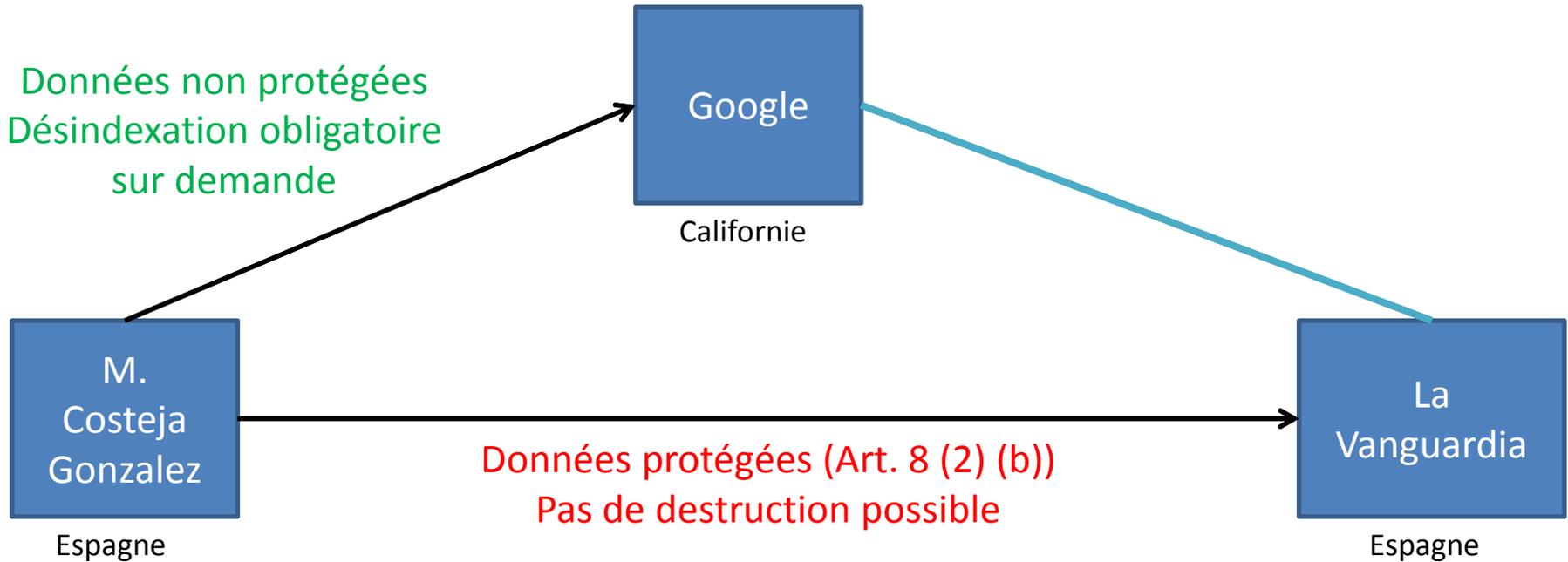


Source: droit à l'effacement des art. 12ss  
de la Directive 95/46/CE

# L'arrêt *Google Spain* (2)



# L'arrêt *Google Spain* (2)



# L'arrêt *Google Spain* (3)

- Obligation pour les moteurs de recherche de retirer les résultats menant à des informations «inadéquates», «pas ou plus pertinentes» ou «excessives» suite à la recherche d'un nom

# L'arrêt *Google Spain* (3)

- Obligation pour les moteurs de recherche de retirer les résultats menant à des informations «inadéquates», «pas ou plus pertinentes» ou «excessives» suite à la recherche d'un nom
- Mise en oeuvre par les moteurs de recherche d'une procédure d'évaluation et de retrait

# L'arrêt *Google Spain* (3)

- Obligation pour les moteurs de recherche de retirer les résultats menant à des informations «inadéquates», «pas ou plus pertinentes» ou «excessives» suite à la recherche d'un nom
- Mise en oeuvre par les moteurs de recherche d'une procédure d'évaluation et de retrait
- Surveillance par les autorités nationales de contrôle à la protection des données

# Exercices possibles du “droit à l’oubli”

- Cessation par **Google** de l’affichage du lien en tant que résultat de recherche (*désindexation*)
- Retrait par **Google** du lien de sa base de donnée interne (*effacement*)
- Retrait par **la Vanguardia** de l’information source de son archive (*destruction*)

# Exercices possibles du “droit à l’oubli”

- Cessation par **Google** de l’affichage du lien en tant que résultat de recherche (*désindexation*)
- Retrait par **Google** du lien de sa base de donnée interne (*effacement*)
- Retrait par **la Vanguardia** de l’information source de son archive (*destruction*)

# Pratiques nationales divergentes

# Pratiques nationales divergentes

- Belgique

- Reconnaissance d'un droit à la modification d'archives journalistiques (Cour de cassation de Belgique, P.H. c. O.G., Arrêt No C.15.0052F, Avril 29, 2016)

# Pratiques nationales divergentes

- Belgique

- Reconnaissance d'un droit à la modification d'archives journalistiques (Cour de cassation de Belgique, P.H. c. O.G., Arrêt No C.15.0052F, Avril 29, 2016)

- France

- Absence d'un tel droit (Cour de cassation, première chambre civile, N° de pourvoi: 15-17729, Mai 12, 2016).

Sous le RGPD

# Sous le RGPD

- L'article 17 du RGPD prévoit un droit à *l'effacement* des données personnelles, et non pas seulement à la *désindexation*

# Sous le RGPD

- L'article 17 du RGPD prévoit un droit à *l'effacement* des données personnelles, et non pas seulement à la *désindexation*
- Limites:

# Sous le RGPD

- L'article 17 du RGPD prévoit un droit à *l'effacement* des données personnelles, et non pas seulement à la *désindexation*
- Limites:
  - *Numerus clausus* de cas ouvrant le droit à l'effacement

# Sous le RGPD

- L'article 17 du RGPD prévoit un droit à *l'effacement* des données personnelles, et non pas seulement à la *désindexation*
- Limites:
  - *Numerus clausus* de cas ouvrant le droit à l'effacement
  - Pas d'effacement si risque d'atteinte à l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information

Partie III

# **DROIT SUISSE**

# Le droit à l'oubli en droit positif suisse

- Droit à **l'oubli** issu des règles de la protection de la personnalité
  - Source: 28ss CC; ATF 122 III 449 = JdT 1975 I p. 98.
  - Tend à prévenir à ce que les médias ne ravivent aux yeux du public d'anciennes mémoires douloureuses sans motif justificatif
  - Opposable directement aux organes de presse

# Le droit à l'oubli en droit positif suisse

- Droit à **l'oubli** issu des règles de la protection de la personnalité
  - Source: 28ss CC; ATF 122 III 449 = JdT 1975 I p. 98.
  - Tend à prévenir à ce que les médias ne ravivent aux yeux du public d'anciennes mémoires douloureuses sans motif justificatif
  - Opposable directement aux organes de presse
- Régime étendu au droit de la protection des données

# Mais:

- Application de fait de l'arrêt *Google Spain* en Suisse
  - Désindexation par Google de 23'388 liens depuis 2014 (<https://transparencyreport.google.com/eu-privacy/overview>)

[https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/fr/home/protection-des-donnees/Internet\\_und\\_Computer/explications-sur-le-droit-a-l-oubli.html](https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/fr/home/protection-des-donnees/Internet_und_Computer/explications-sur-le-droit-a-l-oubli.html)

# Mais:

- Application de fait de l'arrêt *Google Spain* en Suisse
  - Désindexation par Google de 23'388 liens depuis 2014 (<https://transparencyreport.google.com/eu-privacy/overview>)
  - Pratique adoubée par le Préposé fédéral de la protection des données et à la transparence ([https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/fr/home/protection-des-donnees/Internet und Computer/explications-sur-le-droit-a-l-oubli.html](https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/fr/home/protection-des-donnees/Internet%20und%20Computer/explications-sur-le-droit-a-l-oubli.html))

# En droit administratif genevois

- Droit à l'effacement des données personnelles déduit des art. 35 à 38 de la LIPAD
- Pour plus d'informations, voir la brochure publiée par le Préposé cantonal de la protection des données et de la transparence (<https://www.ge.ch/ppdt/fiches-info/doc/le-droit-a-l-oubli.pdf>)

# Pour en savoir plus...

**“L’impact de l’arrêt *Google Spain* en Suisse”, in Rashid Bahar et Thomas Kadner Graziano (éds.), *Le droit comparé et le droit suisse*, collection CUSO, Genève/Zurich, Schultess Éditions Romandes, 2018, pp. 3-20.**